

Dubois (Vincent), avec Bastien (Clément), Freyermuth (Audrey), Matz (Kévin) – *Le politique, l'artiste et le gestionnaire. (Re)configurations locales et (dé)politisation de la culture.* – Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2012 (Champ social).

Compte-rendu par Thomas Helie, Université de Reims,  
*Revue française de science politique*, 2012, 62 (4), p. 717-720.

Les logiques différenciées de politisation des affaires culturelles ou, plus précisément, les processus qui contribuent à les « convertir » – selon l'approche définie par Jacques Lagroye – en objets d'affrontement politique et d'intervention publique, se trouvent au cœur de l'ouvrage collectif dirigé par Vincent Dubois. Reposant sur une forte assise *empirique* (sept chapitres portant sur des configurations locales d'action publique spécifiques, se déployant dans des contextes historiques différents) et *méthodologique* (l'ultime partie, destinée aux chercheurs découvrant le champ des politiques culturelles, reprend en détail les grands principes – épistémologiques, chronologiques, etc. – d'analyse du secteur), l'ouvrage présente également une certaine ambition *théorique*, qui apparaît notamment dans la volonté de distinguer, au-delà de la singularité et de la diversité des cas étudiés, trois dynamiques tendancielle de politisation des affaires culturelles (p. 11-16).

La première période, qui court des années 1950 jusqu'aux années 1970, est marquée par une politisation active (ou « positive ») de la question culturelle, dont les différentes modalités sont précisément décrites au cours des trois premiers chapitres de l'ouvrage. L'engagement des élus locaux dans le champ culturel constitue une caractéristique essentielle de la période, qui peut s'expliquer par la prise en charge précoce d'un tel enjeu par certaines organisations politiques (au premier rang desquelles, le Parti communiste) ou, de manière plus générale, comme une forme de réaction à l'emprise croissante de l'État sur les affaires culturelles. La politique culturelle de la municipalité communiste de Givors (chapitre 2) se coule pleinement dans la première logique ; elle prend appui sur les différentes ressources politiques mobilisables localement (sections artistiques des comités d'entreprises, par exemple) ou nationalement (appel aux artistes communistes), pour développer une intervention fondée sur la légitimation de la culture populaire et inscrite dans l'impératif plus général de lutte et d'émancipation de la classe ouvrière. Le rôle de la Fédération nationale des centres culturels communaux, créée en 1960, illustre une forme plus transversale de mobilisation territoriale qui, tout en recoupant partiellement la première (la ville de Givors est membre de la FNCCC), vise essentiellement à proposer une représentation de l'action culturelle alternative à celle, jugée trop élitiste, du jeune ministre chargé des Affaires culturelles ; les élus locaux défendent ici une idéologie « basiste » du développement culturel, qui met en avant les vertus de la proximité et le rôle essentiel des associations locales (chapitre 1). Au-delà du rôle déterminant des élus locaux, une source alternative de politisation des affaires culturelles réside dans la vitalité des réseaux associatifs, étroitement liée à l'influence croissante des classes moyennes mobilisées autour de la gauche non communiste ; ces mobilisations, dont l'intensité apparaît dans la politique culturelle de la ville de Bron (chapitre 3), diffusent une appréhension nouvelle des enjeux culturels, tant au niveau collectif (gestion directe des équipements), qu'individuel (promotion de la créativité artistique personnelle).

La seconde période – des années 1970 aux années 1980 – suit une dynamique inverse de dépolitisation des affaires culturelles, qui tend à neutraliser les différents registres de mobilisation de la phase précédente. Au-delà des transformations globales

(désindustrialisation, accroissement du chômage, etc.) qui affectent l'espace social durant cette période, l'intervention culturelle locale est caractérisée par un processus d'autonomisation et de professionnalisation reléguant progressivement les registres militants valorisés durant la période antérieure. Une telle évolution se lit notamment dans les trajectoires biographiques d'élus qui prennent une certaine distance avec leurs engagements politiques initiaux (p. 73-74), ou dans la nécessité pour les associations de se conformer aux exigences d'une intervention culturelle plus spécialisée, fondée sur une action publique contractuelle, par projet, appelant des compétences plus techniques et altérant la légitimité du capital militant (p. 69 et p. 96-98). Présentées comme le fruit d'une évolution naturelle par les responsables politiques locaux, ces reconversions génèrent cependant, comme le montre l'exemple de Givors, des conflits liés l'évidement politique progressif de l'action culturelle (p. 66).

La troisième période dévoile une re-politisation extrêmement ambivalente de l'intervention culturelle, dans la mesure où elle reste étroitement dépendante des pratiques politiques professionnalisées ou, inversement, largement diluée dans une série d'enjeux hétéronomes (économie, tourisme, etc.) qui la dépassent. L'intercommunalité culturelle fournit une première illustration du poids des logiques de professionnalisation politique ; très dépendante des jeux de transactions entre communes périphériques et ville-centre qui structurent la politique communautaire, elle prend fréquemment la forme, comme le montre Audrey Freyermuth, d'une intervention morcelée, se déployant dans les « intervalles », selon une logique de « troc » qui révèle le poids des intérêts politiques cristallisés au niveau local (chapitre 5). Les nombreuses affaires culturelles qui éclatent dans les années 1990, à la suite de la remise en cause du soutien accordé par certaines municipalités, témoignent également de l'emprise des pratiques politiques professionnalisées ou, plus exactement, des effets de la redéfinition du rôle de l' élu local autour d'un impératif gestionnaire, susceptibles de légitimer l'ensemble des sanctions imposées aux organisations culturelles, tout en masquant les décisions les plus politisées (chapitre 4). À l'inverse, l'introduction de normes d'intervention nouvelles, visant notamment à rapprocher l'économie et la culture, révèle une forme de « politisation hétéronome » des enjeux culturels entretenue, comme le souligne Kévin Matz, par l'émergence d'un véritable « marché de la croyance économique-culturelle » qui se diffuse par des canaux divers : cycles de formation destinés aux responsables culturels locaux, structuration d'un champ du conseil culturel, etc. (chapitre 6). L'enquête de Clément Bastien constitue une intéressante mise à l'épreuve d'une telle croyance, en se concentrant sur les conditions locales de possibilité du mécénat culturel, qui apparaît comme une pratique sélective, informelle et personnalisée, c'est-à-dire essentiellement inscrite dans un « système de relations localisées constitutif de la notabilité » (chapitre 7).

L'un des intérêts majeurs de l'ouvrage – dont la richesse empirique rend le travail de synthèse nécessairement réducteur – réside dans la volonté de connecter des configurations locales d'intervention publique à des dynamiques plus générales d'évolution des politiques culturelles, en dépassant notamment leur dimension sectorielle. Le double choix d'une analyse localisée et d'un essai d'interprétation chronologique soulève cependant un certain nombre d'interrogations. Le parti d'une approche localisée retenu par les auteurs, d'une part, ne se réduit pas à l'examen de pratiques strictement territoriales, comme le montrent par exemple les nombreuses réflexions autour du « poids croissant des circuits de légitimation externe » (p. 70), qui concerne aussi bien les trajectoires professionnelles des acteurs culturels que la réalisation de nouvelles institutions reposant sur des ressources matérielles et symboliques extraterritoriales, qu'elles soient nationales (l'Institut pour l'art et la ville de Givors, p. 72) ou internationales (le modèle du Guggenheim de Bilbao pour les politiques de

développement territorial, p. 157). Une lecture « centralisée » permettrait cependant de compléter le tableau proposé, en révélant notamment ce que l'ensemble des évolutions mentionnées dans l'ouvrage doivent à la reconfiguration du rôle de l'État (ou, plus exactement, des réseaux qui le composent) dans les politiques culturelles contemporaines. De ce point de vue, la politique des antennes locales (Pompidou-Metz, Louvre-Lens, etc.) des grands établissements culturels nationaux renforce clairement les logiques d'extraversion et contribue pleinement à la légitimation de principes d'intervention hétéronomes ; fortement inspirée par des expériences étrangères (Tate Gallery, fondation Guggenheim, etc.), elle repose en effet sur la mise en compétitivité des collectivités territoriales pour l'obtention des projets et sur la sollicitation de financements extérieurs afin d'assurer le fonctionnement de ces institutions hybrides. Réinscrite dans la trame chronologique esquissée dans l'ouvrage, l'évolution du rôle de l'État révélerait le passage d'une volonté (ambitieuse) de maillage égalitaire du territoire, symbolisé par le programme des maisons de la culture (première période), à une politique d'intervention plus sélective et concurrentielle, impulsée par des établissements publics autonomisés.

La périodisation retenue, d'autre part, pourrait être nuancée par l'examen de trajectoires « dissonantes » de politiques culturelles locales, notamment lorsque ces dernières sont affectées par des tensions durables entre municipalité et champ associatif. Dans de telles configurations, des formes de « politisation différée » sont susceptibles d'apparaître durant des périodes (années 1980 et 1990) *a priori* moins favorables à l'engagement : la politisation de certaines associations des quartiers Nord de Toulouse, notamment à la suite du rejet par la municipalité de projets culturels pourtant validés par l'État, en constitue un premier exemple ; une deuxième illustration, plus générale, est fournie par le rôle symétriquement inverse joué, dans les années 1980, par l'Association des élus pour la liberté de la culture (AELC), qui regroupe un ensemble de villes majoritairement situées à droite de l'échiquier politique (Nantes, Strasbourg, Toulouse, Brest, Nîmes, etc.) : loin de la position originelle (et relativement consensuelle) de la FNCCC, elle stigmatise dans sa première lettre de liaison « l'excitation collective » des manifestations socioculturelles, au motif qu'elles relèvent d'une « contestation permanente et subversive à finalité politique » au détriment des « élans d'enthousiasme vers le beau ».

D'une manière plus générale, il est possible de s'interroger sur l'émergence potentielle d'un nouveau cycle de politisation, en partie liée à l'influence croissante des logiques hétéronomes, décrites à la fin de l'ouvrage, sur les politiques culturelles. Les grandes opérations de régénération urbaine par la culture récemment importées en Europe sont ainsi susceptibles de favoriser, comme le montre de manière emblématique le cas de l'Allemagne\*, de nouvelles formes de mise en politique des enjeux culturels (rapport des artistes à l'économie, risques de *gentrification* de certains quartiers, remobilisation de la notion de « droit à la ville », etc.) ; un tel « ré-encastrement » de la question sociale dans les politiques culturelles rappelle, contre les tentatives indigènes de naturalisation des dynamiques de dépolitisation, qu'elles s'inscrivent dans un processus historique plus général qui, pour reprendre les termes de V. Dubois, n'est « ni linéaire [...] ni irréversible » (p. 100).

---

\* Voir par exemple : Johannes Novy, Claire Colomb, «Struggling for the Right to the (Creative) City in Berlin and Hamburg : New Urban Social Movements, New “Spaces of Hope”», *International Journal of Urban and Regional Research*, mars 2012, <<http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/j.1468-2427.2012.01115.x/pdf>>, et Albert Scharenberg, Ingo Bader, «Berlin's Waterfront Site Struggle», *City*, 13 (2-3), 2009, p. 325-335.